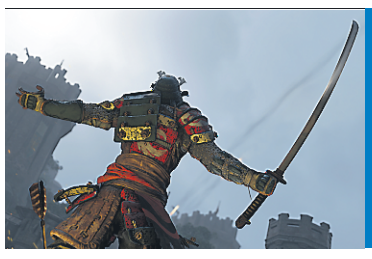
LA PRESSE



**E3**
*FOR HONOR*
À L'HONNEUR
PAGE 4



**SALON DU BOURGET**
LE RAFALE REVIENT
À LA CHARGE
PAGE 4

# AFFAIRES



**ENTREVUE**
PATRICK PICHETTE
SE RAPPROCHE
DU QUÉBEC
PAGE 5

**Patrick Pichette, chef des finances de Google**

| S&P TSX | S&P 500 | DOW JONES | PÉTROLE | DOLLAR |
|---|---|---|---|---|
| 14 653,12 | 2109,76 | 18 014,28 | 59,61$US | 81,53¢US |
| -117,52 (-0,80%) | -11,48 (-0,54%) | -101,56 (-0,56%) | -0,84$US (-1,39%) | -0,26¢US |

# CE POISSON VENU D'AILLEURS

Malgré l'appétit croissant des Québécois pour le poisson et les produits de la mer, l'industrie québécoise de la pêche reste tournée vers l'exportation et peine à satisfaire à la demande locale. Résultat : le poisson dans notre assiette vient d'ailleurs, et nous nous approvisionnons de plus en plus loin.

UN DOSSIER
D'HÉLÈNE BARIL
À LIRE EN PAGES 2 ET 3

**Bar d'élevage de Grèce et vivanneau de Floride**

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

FONDATION MC DES MALADIES DU CŒUR ET DE L'AVC

APPRENEZ LES SIGNES DE L'AVC

V ISAGE
Est-il affaissé?

I NCAPACITÉ
Pouvez-vous lever les deux bras normalement?

T ROUBLE DE LA PAROLE
Trouble de prononciation?

E XTRÊME URGENCE
Composez le 9-1-1.

APPRENEZ À RECONNAÎTRE LES SIGNES.
PLUS VITE VOUS RÉAGISSEZ,
PLUS VITE VOUS SAUVEZ LA PERSONNE.

fmcoeur.ca/VITE

© Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada, 2014.

04

LA PRESSE AFFAIRES

# PRODUITS DES MERS LOINTAINES





HÉLÈNE BARIL

Le local de la poissonnerie est petit, mais le choix est vaste. Il y a du saumon du Chili, du bar de Boston. C'est frais et appétissant. Pas grand-chose du Québec, à part le homard dont la saison bat son plein.

Même constat à la Poissonnerie du marché Atwater et au comptoir de poisson du supermarché. C'est ce qu'on peut appeler un paradoxe: les Québécois importent 90 % du poisson qu'ils mangent, tandis que l'industrie de la pêche au Québec exporte presque toutes ses captures.

Être locavore, quand il s'agit de poisson, est assez ardu.

« La première raison, c'est que 50 % de ce qu'on mange au Québec, c'est du saumon et de la truite saumonée, et on n'en produit pas », explique Jean-Roch Thiffault, directeur-général des Pêcheries Norref.

La deuxième, selon le porte-parole de l'Association québécoise de l'industrie de la pêche, Jean-Paul Gagné, c'est que la demande dépasse l'offre. Quand le dollar canadien faiblit, comme c'est le cas actuellement, les pêcheurs obtiennent des meilleurs prix à l'exportation et le marché québécois passe en deuxième. S'il en reste.

Norref est le plus important distributeur de poisson du Québec. Il approvisionne les supermarchés et les restaurants, à raison de 500 000 lb – 250 tonnes – de poisson chaque semaine. Son directeur général a plus de 20 ans de commerce du poisson derrière la cravate.

Les crevettes du Québec, dit-il, sont de plus en plus difficiles à trouver. C'est pourtant la plus longue pêche du Québec, qui s'échelonne d'avril à novembre. Les Européens en sont friands et mettent la main sur tout ce qu'ils peuvent trouver, dit Jean-Roch Thiffault.

Norref fait tout ce qu'il peut pour avoir du poisson québécois, parce que les gens en veulent, mais il achète surtout le poisson là où il y en a à vendre. « La demande est là, on s'arrange pour la satisfaire. On achète et on fait venir du poisson de partout, et d'aussi loin que la Colombie-Britannique, de Miami et du Chili. »

## Des signaux contradictoires

Il y a des raisons historiques et climatiques au sous-développement de l'industrie de la pêche. Les Québécois n'ont jamais été de grands mangeurs de poisson. La saison de la pêche est plus courte qu'ailleurs. Et la Gaspésie, c'était loin pour faire venir du poisson frais jusqu'à Montréal. Le déclin de la morue et le moratoire imposé par la suite ont mis un frein au développement d'entreprises de pêche d'envergure.

Aujourd'hui, le poisson est demandé et la distance a moins d'importance. Les poissons de fonds, dont la morue, commencent à revenir, disent les pêcheurs.

Depuis des années, de coûteuses campagnes de promotion sont organisées pour inciter les Québécois à mettre du poisson québécois dans leur assiette. Quand les acheteurs internationaux se font rares, elles ont beaucoup de succès. Quand ils reviennent, l'offre n'est pas suffisante et tout l'effort de marketing est à recommencer la prochaine fois.

En même temps, tous les gouvernements font la promotion des exportations et de la libéralisation des échanges. Le Canada s'est félicité du fait que la valeur de ses exportations de poisson a dépassé le cap des 5 milliards de dollars en 2014. Les signaux sont contradictoires.

« On travaille pour améliorer ça, dit le directeur de l'Association québécoise de l'industrie de la pêche. Il y a des efforts pour vendre sur le marché intérieur. On veut augmenter notre part. »

Les pêcheurs ne veulent pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. Les Québécois mangent de plus en plus de poisson, mais n'en sont pas les plus grands consommateurs. « Le marché s'améliore au Québec, mais il ne peut pas prendre tout le crabe ou toutes les crevettes », explique-t-il.

L'industrie de la pêche est très sensible aux fluctuations du dollar canadien. Quand il baisse, comme c'est le cas actuellement, il devient plus intéressant pour les pêcheurs d'exporter et d'encaisser des revenus en dollars américains.

L'Association québécoise de l'industrie de la pêche ne croit pas qu'il soit un jour possible de vendre davantage au Québec que sur les marchés d'exportation. « Ça ne sera même jamais 50-50, mais à 60-40, on aurait un bon bout de fait, dit Jean-Paul Gagné. À court terme, on vise 30 % [de ventes au Québec]. »

Identifier les produits de la mer québécois, comme on le fait pour le homard, est un moyen d'y arriver, selon lui. Pêcher et mettre en marché des espèces moins connues comme les couteaux de mer ou le concombre de mer font aussi partie des plans.

Depuis le moratoire sur la pêche à la morue, l'industrie québécoise de la pêche s'est spécialisée dans les crustacés. Le crabe, le homard et la crevette représentent 85 % des revenus de la pêche commerciale en mer.

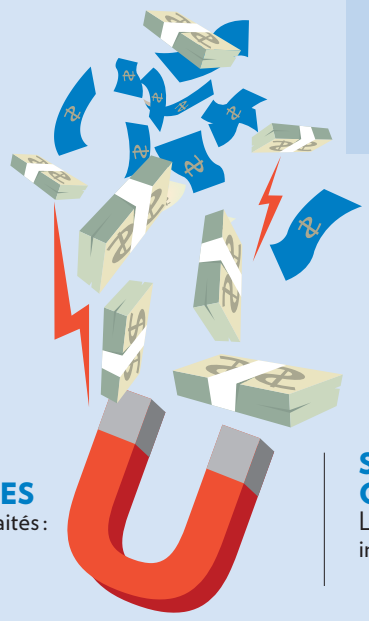
La diversification de l'offre, la transformation des produits et l'augmentation de la production des élevages sont des solutions envisagées, mais aucune d'elles ne donnera de résultats à court ou à moyen terme.

En attendant, les Québécois vont continuer à manger du saumon élevé au Chili ou ailleurs. « On peut dire ce qu'on voudra, mais l'industrie chilienne s'est prise en main et est devenue un leader sur le marché, dit le directeur général de Norref. Le Chili a permis aux familles québécoises de mettre du poisson à leur menu à un coût abordable. »



LA PRESSE AFFAIRES





Demain dans *La Presse+*

**JEU VIDÉO**
Bientôt dans votre console : les nouveautés qui ont marqué l'E3

**FINANCES PERSONNELLES**
Trentenaires et retraités : comment font-ils ?

**STÉPHANIE GRAMMOND**
Le CELI, ce grand incompris



# L'industrie en chiffres

## PAS DES GRANDS MANGEURS DE POISSON

| Canada | Japon | France |
|---|---|---|
| **22,7** kg | **55,2** kg | **33,8** kg |
| par personne par année | par personne par année | par personne par année |

## LA CONSOMMATION EST EN HAUSSE AU CANADA

+15,3 % EN 2013 PAR RAPPORT À 2012

## PRINCIPALES ESPÈCES

Crabe des neiges · Homard · Crevette · Flétan du Groenland

## PEU DE VARIÉTÉ

Le crabe, le homard et les crevettes comptent pour 85 % de la valeur de la pêche québécoise

## L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE AU QUÉBEC

**2900 pêcheurs actifs**

**1000 bateaux**

## 272,3 MILLIONS

Valeur des exportations en 2014 sur des revenus annuels d'environ 300 millions

## OÙ VA NOTRE POISSON ?

En $US

| ÉTATS-UNIS | ASIE |
|---|---|
| **208,8** millions | **32** millions |
| **UNION EUROPÉENNE** | **ANTILLES** |
| **18,2** millions | **10,2** millions |

Sources : ministère de l'Alimentation et des Pêcheries du Québec, Association québécoise de l'industrie de la pêche



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE
**Palourdes de Boston et moules de l'Île-du-Prince-Édouard à la poissonnerie du marché Atwater**



**Homards des Îles-de-la-Madeleine** PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE



**Sardines de Grèce** PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE



**Thon sauvage de Boston** PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE



# Aquaculture : pas simple au Québec

**Normand Roy, fondateur de la Ferme piscicole des Bobines à East-Hereford** PHOTO JESSICA GARNEAU, LA TRIBUNE

La demande pour le poisson augmente partout dans le monde, mais les océans se vident. L'avenir, c'est l'élevage, en eau douce ou salée, de poissons, de fruits de mer ou d'algues.

Jean-Philippe Hébert, président des Fermes marines du Québec en est convaincu.

C'est pour ça qu'il travaille d'arrache-pied depuis 2012 pour élever des pétoncles à Newport, en Gaspésie.

Ses premiers pétoncles viennent d'arriver sur le marché. Il s'agit d'un produit de qualité qui, à cause de son prix élevé, est acheté par les meilleurs restaurants du Québec. Jean-Philippe Hébert, 36 ans, espère pouvoir augmenter sa production et la rendre accessible à un plus grand nombre de consommateurs. Mais c'est difficile.

« On travaille avec tant de ministères, au provincial comme au fédéral, soupire-t-il. On a perdu trois ans à cause de questions réglementaires, et un crédit d'impôt de 1,5 million sur lequel on comptait nous a été refusé. »

Plus de 7 millions d'argent privé ont été investis dans Fermes marines du Québec depuis 2012. « On a un très bon actionnaire familial, heureusement », dit Jean-Philippe Hébert.

En eau douce, ce n'est pas plus facile, selon Normand Roy, fondateur de la Ferme piscicole des Bobines, à East-Hereford, qui est aussi président de l'Association des aquaculteurs du Québec.

« On ne peut pas fournir à la demande et on refuse des clients, explique-t-il. On veut prendre de l'expansion, mais à cause des contraintes environnementales, c'est plus compliqué qu'ailleurs. »

Depuis 2002, la production de poisson d'élevage en eau douce a diminué de 40 %. Cette baisse de production s'explique par la mise en place d'un encadrement réglementaire pour cette jeune industrie qui n'en avait aucun. Beaucoup d'entreprises ont jeté l'éponge. « Ça a fait un mal terrible à l'industrie, dit Normand Roy, mais aujourd'hui, avec les nouvelles technologies, on peut envisager une nouvelle expansion. »

### La faim justifie les moyens

Céline Audet est professeure à l'Institut des sciences de la mer de l'Université de Rimouski et une sommité en matière d'aquaculture.

« C'est vrai de dire que l'aquaculture est la seule avenue possible pour satisfaire la demande de poissons dans le monde, parce que la pêche ne peut plus fournir », dit-elle.

L'aquaculture fournit déjà 50 % du poisson et des fruits de mer consommés partout dans le monde. « Ce sont les pays qui ont des besoins alimentaires criants qui ont le plus d'incitatifs à développer l'aquaculture, explique-t-elle. Ils font du tilapia ou de la carpe, des poissons faciles à élever. »

Le Québec ne manque pas de nourriture. Le besoin de développer l'aquaculture est moins criant. Son économie ne dépend pas autant non plus des pêches comme celles du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard, qui ont reçu plus d'aide gouvernementale pour développer ce secteur.

« Au Québec, il n'y a pas de grandes entreprises dans les pêcheries. Ce sont de petits producteurs qui ont des moyens limités pour investir dans la recherche-développement et dont les coûts de production sont plus élevés », ajoute la spécialiste.

Le financement et la mise en marché posent aussi des problèmes plus grands aux petites entreprises qu'aux grandes.

Céline Audet estime que les contraintes climatiques et environnementales font aussi partie des raisons qui expliquent le sous-développement de l'aquaculture au Québec.

« En Gaspésie, l'eau est trop froide pour élever du saumon. Et pour l'élevage en eau douce, il y a des règles qui font qu'on ne peut pas élever n'importe quelle espèce n'importe où. C'est un choix qu'on a fait et cet ensemble de facteurs fait que non, ce n'est pas simple de faire de l'aquaculture au Québec. »

LA PRESSE AFFAIRES

ELECTRONIC ENTERTAINMENT EXPO

# *For Honor* à l'honneur au E3



JEAN-FRANÇOIS CODÈRE
ENVOYÉ SPÉCIAL
LOS ANGELES

Avec sa longue chevelure noir et blanc, sa barbe assortie, sa canne, sa grosse voix et ses multiples bagues aux doigts, Jason VandenBerghe a l'air d'un vil sorcier tiré d'un conte légendaire. Pourtant, il n'a fallu que quelques mots pour lui tirer des larmes, cette semaine à l'événement Electronic Entertainment Expo (E3).

Ces mots, les voici : « En nomination, meilleur jeu de l'E3 ». Une récompense décernée par une publication spécialisée reconnue et qui était très attendue par le créateur et toute son équipe. Celle-ci s'acharne depuis déjà trois ans, dans certains cas, à concevoir *For Honor*, qu'elle espère voir devenir la prochaine grande franchise multimillionnaire d'Ubisoft Montréal.

« Déjà, d'avoir réussi à garder le secret jusque-là, c'est un exploit presque impossible à réaliser de nos jours », se réjouit Luc Duchaine, directeur de marque pour le projet *For Honor*.

M. VandenBerghe avait soumis son rêve d'un jeu où la manette contrôle presque directement l'épée du joueur à des dizaines de dirigeants de l'industrie du jeu vidéo avant de tomber sur le directeur général d'Ubisoft Montréal, Yannis Mallat.

« Il m'a dit : "J'ai une équipe pour toi ". Et je me suis entendu rapidement avec eux, même que dès la première réunion, ils m'ont averti avec raison que certaines de mes idées n'étaient pas bonnes. »

C'est le producteur Stéphane Cardin qui a hérité de la mission de superviser l'équipe qui allait concrétiser cette vision.

« Dès le départ, on se demandait si c'était vraiment une bonne idée, confie-t-il. J'ai dit à l'équipe que je voulais jouer à un prototype toutes les semaines, voire tous les jours. Rapidement, on s'est rendu compte que les gars qui jouaient devenaient tellement intenses qu'ils bougeaient sur leur chaise. Pourtant, ce n'était que des bonshommes allumettes ! »

En cours de développement, l'équipe de *For Honor* a tenu pas moins de 10 tournois à l'interne, avec parfois plus de 100 inscrits, pour s'assurer qu'elle allait dans le droit chemin.

« On faisait un tournoi, on améliorait, on faisait un autre tournoi », résume M. Duchaine.

« Au début, nous étions une petite équipe, alors quand on devait rencontrer la haute direction, on se faisait souvent reporter ou annuler, se souvient pour sa part M. Cardin. C'est normal.

« Mais en très peu de temps, nous sommes passés de ça à ils sont sur mon plancher une journée avant le tournoi pour se pratiquer parce que ce sont des mâles alpha et ils ne veulent pas perdre ! »




PHOTO MARK RALSTON, AGENCE FRANCE-PRESSE

**Jason VandenBerghe, créateur avec son équipe du jeu *For Honor*, a l'air d'un vil sorcier tiré d'un conte légendaire. Il espère voir son jeu devenir la prochaine grande franchise multimillionnaire d'Ubisoft Montréal.**

### La reconnaissance externe

Malgré ces indices prometteurs à l'interne, la venue de l'E3 demeurait angoissante.

« À l'interne c'est une chose, mais après avoir dévoilé ton jeu à l'E3, tu es tout nu, résume M. Duchaine. Tu ne peux plus revenir en arrière. Il y a toujours un moment où tu te demandes si tu ne vis pas dans un microcosme, au milieu de gens qui ont bu le Kool-Aid ou qui veulent juste être gentils avec toi. Quand tu obtiens la même réaction à l'E3, c'est une grosse dose d'amour, un gros câlin. »

L'image n'est pas que symbolique. Les créateurs de *For Honor* ont littéralement reçu des câlins en se rendant dans une fête, mardi soir, armés de leur t-shirt aux couleurs du jeu.

**Les créateurs de *For Honor* ont littéralement reçu des câlins en se rendant dans une fête, mardi soir, armés de leur t-shirt aux couleurs du jeu.**

« La marque existait depuis juste une journée ! », rappelle M. Cardin.

### Un « bon E3 »

Bref, l'équipe de *For Honor* revient à la maison forte d'un « bon E3 », une grande victoire.

« L'E3, c'est le moment où tous les yeux du monde du jeu vidéo sont tournés vers un seul endroit, rappelle M. Duchaine. Il y a tellement de monde et de projets, c'est difficile de faire ta place. Un bon E3 va grandement te faciliter la vie plus tard. Un mauvais ne veut pas dire que ça va mal aller, mais ça va être difficile. »

C'est pourquoi tant d'attention a été portée au dévoilement. En fait, *For Honor* a failli être exposé un an plus tôt, au même événement. Mais l'équipe n'était alors armée que d'une bande-annonce. Compte tenu de l'élément de nouveauté important associé à la mécanique de jeu, on préférait attendre d'être en mesure de placer une manette dans les mains des visiteurs, pour qu'ils puissent bien saisir ce dont il était question.

C'est à New York, le 25 août 2014 très précisément, que M. Duchaine a participé à la toute première réunion devant mener à la création de la bande-annonce dévoilée lundi dernier.

Ces longs efforts auront valu la peine, se réjouit-il aujourd'hui.

« C'était tellement plaisant, mardi soir, de voir nos développeurs qui donnent des démonstrations être complètement brûlés, mais vouloir quand même rester sur place pour voir la réaction des joueurs. J'étais obligé de les forcer à aller se reposer. »

# Le Rafale ne s'avoue pas vaincu



MARIE TISON
ENVOYÉE SPÉCIALE
PARIS

L'équipe derrière le chasseur français Rafale ne s'attend pas à ce que le gouvernement canadien lance une véritable compétition pour remplacer ses CF18 avant les élections, mais elle poursuit ses efforts de séduction.

Dassault Aviation a profité du Salon aéronautique du Bourget pour rencontrer des journalistes canadiens et faire une démonstration sur simulateur des capacités de l'avion de chasse.

« Nous ne considérons pas que c'est joué d'avance », a soutenu Yves Robins, vice-président responsable des affaires de l'Union européenne et de l'OTAN au sein de Dassault Aviation.

Ottawa avait fait part de son intention d'acquérir 65 chasseurs F-35 de Lockheed Martin (le Joint Strike Fighter) pour remplacer ses CF18 vieillissants. Après avoir essuyé les critiques du Vérificateur général et du directeur parlementaire du budget, le gouvernement conservateur a lancé un nouveau processus pour évaluer le F-35 et ses concurrents, soit le Rafale de Dassault, le F-18 Super Hornet de Boeing et l'Eurofighter Typhoon d'Airbus.

Il n'y a pas eu grand développement dans ce dossier au cours des derniers mois, au grand déplaisir de Dassault.

« Nous aurions voulu un peu plus de retour sur les informations que nous avons fournies au gouvernement il y a deux ans, a déclaré M. Robins. Selon moi, il n'y aura pas de compétition ouverte avant les élections. S'ils l'avaient voulu, ils auraient eu amplement l'occasion de le faire. Quant à ce qui se passera après les élections, personne ne le sait. »



PHOTO FRANÇOIS MORI, ASSOCIATED PRESS

**Dassault a mis l'accent sur le Rafale pendant le salon aéronautique du Bourget. L'appareil a effectué des vols de démonstration tous les jours, alors que le F-18 et le F-35 brillaient par leur absence et que le Typhoon est demeuré au sol.**

### Succès à l'exportation

L'équipe derrière le Rafale est gonflée à bloc à la suite de récents succès sur le marché de l'exportation. Au tournant de 2015, Dassault n'avait vendu aucun Rafale à l'étranger. Son seul client était l'armée de l'air française. Récemment, tout a changé. En février dernier, l'Égypte a commandé 24 appareils. Peu de temps après, le Qatar a également commandé 24 appareils, un contrat assorti d'options pour 12 appareils supplémentaires. Enfin, l'Inde a annoncé son intention d'acquérir 36 appareils.

« Les motivations d'un pays pour acheter un appareil sont toujours complexes, a déclaré M. Robins. Il faut un alignement d'étoiles. C'est un mélange de considérations techniques, opérationnelles, financières et politiques. »

Le Rafale est un appareil entièrement français. Il n'est donc pas soumis aux restrictions mises en place par le gouvernement américain pour limiter l'exportation de technologies liées à la défense, l'ITAR (International Traffic in Arms Regulations).

**Le Canada pourra bénéficier de retombées industrielles s'il choisit le Rafale. Les entreprises canadiennes pourraient participer à la chaîne d'approvisionnement du Rafale ou d'autres produits de Dassault, ou encore des produits des partenaires de Dassault dans le programme Rafale, comme Thales et Snecma.**

### Plein la vue

Dassault a mis l'accent sur le Rafale pendant le salon aéronautique du Bourget. L'appareil a effectué des vols de démonstration tous les jours, alors que le F-18 et le F-35 brillaient par leur absence et que le Typhoon est demeuré au sol.

Pendant le salon, une délégation de représentants de Travaux publics Canada, d'Industrie Canada et du ministère de la Défense a visité les entreprises impliquées dans le processus de remplacement.

« Nous leur avons donné tous nos arguments, a déclaré M. Robins avant la rencontre. Nous allons les écouter et leur faire part des améliorations apportées depuis deux ans. »

Dassault n'est pas à court d'arguments : l'appareil peut accomplir des tâches extrêmement différentes au cours d'une même mission ; il a montré, notamment en Afghanistan, qu'il pouvait travailler de concert avec d'autres types d'appareils ; il a toutes les caractéristiques d'un appareil de nouvelle génération avec ses équipements avioniques. Mais surtout, c'est une valeur sûre parce qu'il s'agit d'un appareil existant qui a fait ses preuves.

« Son prix est fixe, ses coûts d'exploitation sont connus, il n'y a pas de surprise », a lancé M. Robins, faisant allusion implicitement au F-35.

Il a affirmé que le Canada pourra bénéficier de retombées industrielles s'il choisit le Rafale. Les entreprises canadiennes pourraient participer à la chaîne d'approvisionnement du Rafale ou d'autres produits de Dassault, ou encore des produits des partenaires de Dassault dans le programme Rafale, comme Thales et Snecma.

Dassault n'entend cependant pas annoncer de partenariats avec des entreprises canadiennes avant une décision définitive de la part du gouvernement canadien.

« Nous savons qu'il y a plusieurs entreprises canadiennes qui sont impliquées dans le F-35, a noté M. Robins. Il serait un peu problématique pour elles de montrer de l'intérêt envers le Rafale à ce moment-ci. »

## LE BOURGET, IMMENSE RESTAURANT DE LUXE

Pendant les journées professionnelles au salon du Bourget qui ont débouché sur la traditionnelle moisson de commandes, les grands acteurs du secteur ont rivalisé d'originalité pour offrir à leurs clients et clients potentiels une restauration haut de gamme dans une centaine de « chalets » VIP, l'un des plus vastes restaurants éphémères gastronomiques au monde. Au total, le marché de la restauration de luxe lors du salon représente près de 10 millions d'euros de chiffre d'affaires, dont 35 % seront réalisés cette année par le traiteur Potel et Chabot, qui sert en moyenne 3000 couverts par jour. Comme chaque année, des commandes très spéciales ont été passées à la dernière minute. Potel et Chabot a, par exemple, livré un hélicoptère H175 en chocolat. Pour la présentation de l'E-Fan, l'avion tout électrique d'Airbus, d'énormes carafes à base de fruits ont également été servies dans des verres en bambou. Fauchon a, pour sa part, présenté à ses clients russes des soupes froides dans des assiettes taillées dans des blocs de glace.

— Agence France-Presse

PATRICK PICHETTE, CHEF DES FINANCES DE GOOGLE

# Les yeux sur le Québec

Après sept ans comme nº 2 de Google, Patrick Pichette tirera sa révérence cet été. Le chef des finances du géant californien nous confie ses projets futurs, qui incluent une présence accrue au sein de Québec inc.... et un tour du monde!

MAXIME BERGERON



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

**Originaire de Montréal-Nord et aujourd'hui chef des finances de Google, Patrick Pichette ne sait pas ce que l'avenir lui réserve, mais il compte bien s'engager auprès des entreprises technologiques montréalaises.**

Patrick Pichette le dit d'entrée de jeu: il a un job «extraordinaire». En plus de gérer les finances d'une entreprise évaluée à 366 milliards US en Bourse, le Québécois est responsable de toutes les ressources humaines, d'un immense parc immobilier planétaire et de plusieurs projets spéciaux chez Google.

C'est pourquoi l'annonce de son départ, après sept ans comme nº 2 du géant californien, a pris toute la communauté financière par surprise en mars. À 52 ans, malgré tout le prestige de son poste, le grand sportif avait l'impression d'avoir «fait le tour du jardin». Il ne se voyait pas rester dans le siège de chef de la direction financière plusieurs années encore.

«J'ai vécu sept années extraordinaires, mais je sais en quoi consisteraient les sept prochaines années si je reste chez Google, a-t-il confié pendant une longue entrevue réalisée dans les bureaux de *La Presse*. Le prochain job que j'aurais chez Google, ce serait celui de Larry et Sergei [NDLR: les cofondateurs de l'entreprise], et je ne pense pas qu'ils sont prêts à partir. Ils ont tellement de plaisir à bâtir la société.»

De concert avec sa femme, Patrick Pichette a décidé de s'accorder une pause professionnelle. Dès qu'il aura terminé son mandat chez Google en septembre prochain, le duo participera au rassemblement artistique Burning Man dans le désert du Nevada, avant de parcourir l'Inde, l'Antarctique, la route des Incas...

«C'est exactement le bon moment de partir faire le tour du monde, dit-il avec le sourire. On est en pleine santé moi et mon épouse. Les enfants ont quitté, et on n'a pas encore de petits-enfants. Si je veux me renouveler, c'est le moment parfait pour faire le tour du monde, et après ça, il me reste 25 ans à m'amuser encore.»

## Pluie d'honneurs

Le départ de Patrick Pichette de Google coïncide avec une série d'honneurs prestigieux. Il a reçu la semaine dernière un prix pour souligner l'ensemble de sa carrière (Lifetime Achievement Award) aux Bay Area CFO of the Year Awards, à San Francisco. Plus tôt cette semaine, on lui a remis l'Ordre du Québec à l'Assemblée nationale.

Ce dernier prix semble avoir une résonance particulière pour le natif de Montréal-Nord, qui a étudié aux côtés du maire Denis Coderre. «L'Ordre du Québec, ce n'est pas juste pour moi, mais pour les prochaines générations, les gars et les filles qui sont au secondaire et au primaire, dans les mêmes polyvalentes que moi. J'étais à Montréal-Nord, ce n'était pas facile, et c'est pour la prochaine génération qui monte qu'on accepte ça.»

S'il envisage avec enthousiasme les «aventures» professionnelles qui sont encore devant lui, Patrick Pichette revient tout de même avec fierté sur ses réalisations des sept dernières années. «Je regarde tous les projets qu'on a réussi à faire croître pendant mon temps chez Google: Android, Chrome, le projet de raccordement internet Google Fiber, la voiture autonome, les Google Glass, l'intelligence artificielle. On a tellement d'axes de croissance extraordinaires, en plus du cœur de l'entreprise, qui est la recherche.»

**«De pouvoir supporter la communauté d'affaires à Montréal, surtout au niveau du start-up digital, ça, c'est très excitant pour moi.»** — Patrick Pichette

Son passage a aussi été marqué par une explosion du nombre d'employés – ils sont aujourd'hui plus de 50 000 – et une croissance marquée du prix de l'action en Bourse. Le titre de l'entreprise est en effet passé d'environ 500$US à plus de 1100$US sous sa gouverne, avant un fractionnement en deux l'an dernier.

«Quand je parle de croissance, les chiffres sont phénoménaux, dit Patrick Pichette. Tous les 90 jours, on embauche 2000 personnes. Tous les lundis matin, dans mon parc immobilier, je mets en service 50 000 pi², soit à peu près trois étages. Non seulement j'ai besoin de mes 50 000 pi², mais j'ai besoin de tout le support informatique, j'ai besoin d'un chef, j'ai besoin de nourriture, de services de transport à travers le monde. On a bâti une société vraiment planétaire, avec des bureaux partout dans le monde.»

## Les yeux sur le Québec

Patrick Pichette semble excité par le fait de ne pas savoir ce qui l'attend après sa sabbatique. Il pourrait conserver un rôle chez Google, mais il se garde toutes les portes ouvertes. «Larry m'a dit: "Dès que tu as fini, tu m'appelles." Ce ne sont pas les occasions qui vont manquer. La vraie question est: qu'est-ce que tu veux faire quand tu vas être grand?»

Une chose apparaît évidente: il compte passer davantage de temps au Québec. Le diplômé de l'UQAM a annoncé cette semaine la mise sur pied d'un centre de recherche scientifique à la réserve naturelle de Kenauk, en Outaouais. En plus d'être copropriétaire de ce vaste territoire sauvage de 265 km², il sera l'un des administrateurs de l'institut.

Le financier entend également s'engager davantage au sein de la communauté des entreprises technologiques montréalaises. Il se dit très «excité» par la Maison Notman, un nouvel incubateur destiné aux entrepreneurs du web dans la métropole, auquel Google a contribué financièrement.

«Je suis un homme d'affaires, j'aime bâtir des affaires, et je pense qu'on a une très belle communauté à Montréal, dit-il. De pouvoir supporter la communauté d'affaires à Montréal, surtout au niveau du *start-up* digital, ça, c'est très excitant pour moi.»

Patrick Pichette est aussi membre du conseil d'administration de Bombardier depuis la dernière année, qui correspond à une période trouble pour le groupe aéronautique. Il estime que l'entreprise a retrouvé son «focus» grâce aux mesures de redressement mises en place, dont l'abandon du développement du Learjet 85.

Devrait-on multiplier les efforts pour garder Bombardier entre des mains québécoises, alors que les rumeurs de vente de certaines divisions se multiplient? «Le futur, je ne peux pas en parler, dit M. Pichette. Mais ce qui est tout aussi important, c'est de bâtir les champions de demain. Bombardier, c'est super important, c'est un beau joyau québécois. Mais c'est aussi une société globale. C'est en Irlande, en Europe... De dire que c'est juste une société québécoise, ce n'est pas rendre justice à Bombardier. C'est une société globale qui a son siège social à Montréal.»

Ruth Porat, l'ancienne chef des finances de Morgan Stanley, remplace Patrick Pichette à la tête des finances de Google. L'entreprise a allongé plus de 70 millions US pour attirer cette vedette de Wall Street dans la Silicon Valley. Les deux financiers travailleront en parallèle jusqu'à la fin du mois pour assurer une transition harmonieuse.

# Le Sénat recommande une législation souple pour le bitcoin

AGENCE FRANCE-PRESSE

**Le Sénat canadien a proposé d'adopter une législation souple favorisant le développement de l'utilisation des monnaies virtuelles comme le bitcoin, même si un encadrement est nécessaire pour lutter contre les activités frauduleuses de ce mode de paiement.**

La commission bancaire du Sénat a recommandé au gouvernement de faire preuve d'ouverture et d'audace en matière de régulation de la monnaie virtuelle, potentiellement promise à un usage plus large.

Ces monnaies et leurs technologies associées pour les transactions électroniques «pourraient avoir des applications novatrices et encore insoupçonnées et en sont à une étape délicate de leur développement et de leur usage», selon le rapport de la commission bancaire du Sénat.

Aussi, «nous devons faire preuve de prudence lorsque nous envisageons leur réglementation, pour ne pas en limiter ni en freiner le potentiel», ont estimé les sénateurs.

Les parlementaires ont perçu les avantages de ces modes de paiement virtuels comme notamment «la "bancarisation" des 2,5 milliards de personnes privées de services financiers» dans le monde. C'est, selon le rapport, l'avantage d'une meilleure sécurité pour les transactions en ligne des utilisateurs, ou encore un coût réduit de ces transactions grâce généralement à l'absence de commissions imposées par des intermédiaires financiers.




PHOTO BENOIT TESSIER, REUTERS

**Le Sénat canadien recommande d'encadrer avec prudence les monnaies virtuelles comme le bitcoin, qui peuvent potentiellement avoir plusieurs vertus, comme d'offrir une meilleure sécurité pour les transactions en ligne.**

## Traçabilité

En revanche, il est nécessaire pour le gouvernement de s'assurer que les plateformes d'échanges soient sujettes aux mêmes exigences que les institutions bancaires traditionnelles afin d'aider à la traçabilité des usages des monnaies virtuelles comme le bitcoin.

Les règles appliquées aux banques doivent l'être aussi aux gestionnaires des plateformes d'échanges virtuels pour «réduire le plus possible les dérives liées à l'utilisation illégale des monnaies numériques, comme l'évasion fiscale, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme», selon le rapport.

La recommandation du Sénat a été bien accueillie par les représentants des usagers de ces monnaies virtuelles. C'est, selon Kyle Kemper, directeur de la Bitcoin Alliance of Canada, une étape importante pour ces modes de paiement. Le rapport sénatorial est «l'analyse la plus en profondeur et la mieux équilibrée d'une technologie qui pourrait avoir autant d'impact que l'apparition d'internet», a-t-il ajouté.

Blue Bridge
International Wealth Solutions & Family Office Services

Alain E. Roch, CEO de Blue Bridge et les membres de la direction ont le plaisir d'annoncer l'arrivée de Monsieur **Frédérick Castonguay** au sein de son équipe à titre de **Vice-président et Chef des Investissements (VP & CIO).**

Depuis le 9 février dernier, Frédérick y est, entre autres, responsable de développer, recommander et implanter les stratégies et les politiques d'investissement pour les portefeuilles des clients de Blue Bridge et nos fonds d'investissements.

Frédérick a complété son Bac en Administration (option finance) à l'Université du Québec à Montréal et est détenteur du titre de CFA (Chartered Financial Analyst) depuis 2004.

Après avoir passé sept années dans différentes fonctions liées au domaine de l'investissement chez State Street Canada, il a poursuivi sa carrière à titre de gestionnaire d'investissements de caisses de retraite, d'abord pour Abitibi-Consolidated et depuis 2007 à titre de Directeur Principal, Investissements, des caisses de retraite d'Alcan/Rio Tinto au Canada et aux USA où il était responsable d'actifs sous gestion totalisant plus de $10 milliards.

Depuis 2007, Frédérick est également membre du conseil d'administration d'Ivanhoe Cambridge, un des dix plus importants investisseurs immobiliers au monde avec plus de $40 milliards sous gestion.

Blue Bridge est une société indépendante établie à Montréal depuis 2002, spécialisée en gestion de patrimoine et inscrite auprès de l'AMF et de l'OSC.

**bluebridge.ca**



**Frédérick Castonguay**
Vice-président et Chef des Investissements (VP & CIO)

LA PRESSE AFFAIRES

L'ACTUALITÉ EXPLIQUÉE

# Dernier acte de la tragédie grecque



PHOTO GRIGORY DUKOR, REUTERS

**D'ici au 30 juin, Aléxis Tsípras, premier ministre de la Grèce (notre photo), doit remettre 1,6 milliard d'euros au FMI, rembourser 5,2 milliards en bons du Trésor et trouver 2,2 milliards pour payer ses fonctionnaires, ses prestations de retraite et ses services sociaux.**

Au cours des prochains jours, la crise de la dette grecque connaîtra ses dernières péripéties qui auront des conséquences tragiques, quelles qu'elles soient. Trois mots pour comprendre.

RUDY LE COURS

Depuis 2010, la Grèce a eu droit à deux programmes d'aide de l'Union européenne, du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque centrale européenne (les trois institutions) qui totalisent plus de 200 milliards d'euros, mais dont une ultime tranche de 7,2 milliards n'a pas encore été versée.

## Remboursement

Pour qu'elle soit versée, les institutions exigent d'Athènes à la fois des réformes sur la perception de la taxe sur la valeur ajoutée et sur les pensions, ainsi que le remboursement de ce qui leur est dû. Le gouvernement de gauche d'Aléxis Tsípras s'est engagé à ne pas toucher aux retraites.

D'ici au 30 juin, Athènes doit remettre 1,6 milliard d'euros au FMI, rembourser 5,2 milliards en bons du Trésor et trouver 2,2 milliards pour payer ses fonctionnaires, ses prestations de retraite et ses services sociaux. Il a des échéances semblables en juillet et en août. La Grèce est retombée en récession.

## Robinet

Craignant une expulsion de la zone euro, les Grecs retirent leurs épargnes au rythme de près de 1 milliard d'euros par jour.

Les banques grecques survivent grâce au soutien de la BCE qui étire ses lignes de liquidités d'urgence. Il y en a pour 84,1 milliards d'euros depuis février. Le robinet sera fermé dès que la BCE les jugera non solvables, forçant Athènes à légiférer contre les retraits de capitaux. Entretemps, deux sommets des dirigeants de l'Union européenne sont prévus lundi et jeudi pour dénouer l'impasse ou trancher le nœud gordien. Qui cédera le premier ?

AFFAIRES 700

715 FINANCEMENT

1ÈRE / 2E HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

AVIS

Nos annonceurs sont priés de noter que toutes leurs annonces doivent être publiées en conformité avec la Loi sur la protection du consommateur, article 242, qui stipule :
« Aucun commerçant ne peut, dans un message publicitaire, omettre son identité et sa qualité de commerçant. »

AVIS 800

801 AVIS LÉGAUX

**AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE**

**Avis** est par les présentes donné qu'à la suite du décès de **DOREEN (PORTER) WILEY** en son vivant domicilié à Château Pierrefonds: 15928 Gouin Ouest, Ste Geneviève, survenu le 1er avril, 2015. Conformément à la loi, un inventaire des biens de la défunte a été préparé par le liquidateur de la succession, Gregory S. Wiley le 18 juin 2015. (Cet inventaire peut être consulté par les intéressés auprès de G.S. Wiley, 531 Dulwich, St-Lambert QC J4P 2Z7.) .

Donné ce 19 juin 2015, à Montréal.

# Athènes obtient un accord gazier avec Moscou

GERMAIN MOYON
ET MARINA KORENEVA
AGENCE FRANCE-PRESSE

SAINT-PÉTERSBOURG — Faute pour l'heure de compromis sur la dette de la Grèce, le premier ministre grec Aléxis Tsípras a arraché, hier à Saint-Pétersbourg, un accord en vue de la construction dans son pays d'un gazoduc russe, vu d'un mauvais œil par Bruxelles.

Reçu par Vladimir Poutine pendant une heure et demie en marge du Forum économique international, le premier ministre grec a dit espérer que ce chantier de 2 milliards d'euros – avancés par Moscou – ouvre la voie à « de vastes possibilités de coopération ».

« Nous savons dans quelle situation difficile vous et votre peuple vous trouvez », a observé le chef de l'État russe, qui s'est félicité des projets de renforcement de coopération économique entre les deux pays « à l'initiative grecque ».

En plein bras de fer avec pour enjeu un possible défaut de paiement d'Athènes, voire sa sortie de la zone euro, la rencontre a tout du camouflet pour les Européens, plus que jamais brouillés avec Moscou.

### « Davos russe »

Le « Davos russe » s'est déroulé dans un contexte difficile de récession et d'isolement pour les investisseurs européens et américains. Il a été bousculé en outre par le gel d'actifs du gouvernement russe en France et en Belgique, lié à l'affaire Ioukos. Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov menaçant même de bloquer en représailles les avoirs dans son pays de sociétés dont ces États sont actionnaires.

À ses côtés, Aléxis Tsípras a appelé à la fin du « cercle vicieux de rhétorique agressive, de militarisation et de sanctions économiques ».

L'accord gazier, signé par son ministre de l'Énergie Panagiotis Lafazanis, prévoit de prolonger à partir de l'an prochain sur le territoire grec le gazoduc TurkStream entre la Russie et la Turquie, encore à l'état de projet et sans assurance quant aux acheteurs européens des ressources transportées.

Si le protocole d'entente est confirmé, les travaux doivent être réalisés par une société commune détenue à parts égales par la Russie et la Grèce, mais financée en totalité par un crédit de la banque de développement russe VEB, selon le ministre russe de l'Énergie Alexandre Novak.

Le rapprochement avec Athènes ne se limite pas au gaz. Selon le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov, cité par les agences russes, Aléxis Tsípras et Vladimir Poutine ont une nouvelle fois discuté des moyens d'organiser l'importation en Russie de la production agricole grecque sans enfreindre l'embargo alimentaire en vigueur. En revanche, a-t-il assuré, il n'est toujours pas question d'aide financière directe.

# Une boisson pour trinquer à la sortie de la Grèce

En Allemagne, la perspective d'une sortie de la Grèce de la zone euro n'agite pas seulement politiques et marchés : un entrepreneur s'apprête à lancer une eau de vie baptisée « Grexit », « à la vodka et citron ». « Nous sommes en train d'imprimer les étiquettes pour sortir la liqueur sur le marché d'ici une dizaine de jours », a expliqué à l'AFP l'entrepreneur de Hamm, Uwe Dahlhoff. La liqueur à 16 degrés sera vendue dans de petites fioles avec une étiquette montrant un dessin du premier ministre grec, Alexis Tsipras, et de son ministre des Finances, Yanis Varoufakis, trinquant tout sourire. Au-dessus de leur tête, sur fond de drapeau européen, la chancelière allemande, Angela Merkel, la mine renfrognée. Pour lancer sa liqueur « Grexit », M. Dahlhoff a fait enregistrer dès janvier la marque à l'Office allemand des brevets et des marques.

— Agence France-Presse

## AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS

# Avis public

Société de l'assurance automobile du Québec

***PRÉAVIS DE VENTE DES VÉHICULES SAISIS NON RÉCLAMÉS***

Conformément aux dispositions de l'article 209.18 du Code de la sécurité routière, la Société de l'assurance automobile du Québec donne préavis de vente aux enchères, à compter du onzième jour suivant la parution du présent avis, aux propriétaires ci-dessous mentionnés :

| Propriétaire | Marque/ Modèle/Année | No d'immatriculation |
|---|---|---|
| AUDET, JEAN MICHEL | MAZDA 3 2010 | 923 XXR |
| ESTEVEZ MENENDEZ, SAMUEL | NISSA SENTR 2010 | H42 DPG |
| FRASER CYR, AUDREY | HONDA CIVIC 2009 | Z82DCV |
| GARCEAU, MICHAEL | HONDA CIVIC 2010 | Z35FTM |

Les propriétaires des véhicules identifiés au présent avis peuvent en reprendre possession sur paiement des frais de remorquage et de garde ainsi que des frais de gestion du véhicule saisi.

SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC
Service du suivi du privilège de circuler
333, boul. Jean-Lesage, N-4-33
Québec (Québec) G1K 8J7
Tél. à Québec : (418) 643-5506
Ailleurs au Québec : 1 800 561-2858

Québec

## SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations : **www.les-mordus.com** ou écrivez-nous à **info@les-mordus.com**

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6 | | | | | | | | |
| | | | | | | | 6 | 3 |
| | 2 | | | 9 | 8 | | | |
| | 1 | | | | 5 | | | 2 |
| | | | 2 | 6 | | 1 | | |
| | 3 | 6 | | 7 | 1 | | | |
| | | | | 5 | 9 | | | 7 |
| 7 | | | 8 | | | 2 | | 9 |
| | | 3 | | | | | | |

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Niveau de difficulté : TRÈS DIFFICILE 3227

**Solution du dernier sudoku**

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 9 | 8 | 3 | 7 | 6 | 5 | 4 |
| 4 | 8 | 5 | 2 | 6 | 1 | 7 | 9 | 3 |
| 6 | 7 | 3 | 9 | 5 | 4 | 8 | 2 | 1 |
| 2 | 5 | 7 | 6 | 8 | 3 | 1 | 4 | 9 |
| 9 | 6 | 4 | 1 | 7 | 2 | 5 | 3 | 8 |
| 8 | 3 | 1 | 4 | 9 | 5 | 2 | 6 | 7 |
| 3 | 1 | 6 | 7 | 2 | 9 | 4 | 8 | 5 |
| 5 | 4 | 2 | 3 | 1 | 8 | 9 | 7 | 6 |
| 7 | 9 | 8 | 5 | 4 | 6 | 3 | 1 | 2 |

Par Fabien Savary 3226

## AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

**COLISÉE RE**

**LIBERATION DE L'ACTIF**

Conformément à l'article 651 de la Loi sur les sociétés d'assurances (Canada) (la « Loi »), avis est par les présentes donné que Colisée Re a l'intention de faire une demande auprès du surintendant des institutions financières (Canada), le 13 juillet 2015, afin de libérer l'actif qu'elle maintient au Canada conformément à la Loi.

Tout créancier ou souscripteur de Colisée Re concernant les opérations au Canada de cette dernière qui s'oppose à cette libération est invité à faire acte d'opposition auprès de la Division de la législation et des approbations du Bureau du surintendant des institutions financières (Canada), soit par la poste à l'adresse 255, rue Albert, Ottawa (Ontario) K1A 0H2, soit par courriel à l'adresse approbationsetprecedents@osfi-bsif.gc.ca, au plus tard le 13 juillet 2015.

Montréal, le 20 mai 2015.

L'Agent principal pour le Canada
Bruno Gagnon

LA PRESSE **PORTFOLIO**

RETRAITE

SÉRIE DE 6
NUMÉRO 6

# Distribuer graduellement son héritage après sa mort

La fiducie testamentaire est un excellent outil pour contrôler la distribution de son héritage après sa mort. On peut souhaiter que son fils n'hérite qu'à 30 ans, par exemple, moment auquel on juge qu'il sera apte à gérer ses finances personnelles. Petit survol des situations types.

**SIMON LORD**
COLLABORATION SPÉCIALE

Il existe différentes façons de faire administrer des sommes après sa mort dans le but qu'elles soient plus tard remises à ses enfants à un âge prédéterminé. L'une d'entre elles est de donner au liquidateur des pouvoirs d'administration prolongée.

« Mais le testament fiduciaire, qui fait appel à la fiducie testamentaire, c'est un peu la Cadillac en termes de testament », dit Guylaine Lafleur, notaire et planificatrice financière chez Bachand Lafleur Groupe Conseil.

Dans quelles situations y fera-t-on appel ?

Le cas le plus fréquent, c'est lorsque l'on veut protéger un héritier contre lui-même. On peut juger que son fils, aux prises avec des problèmes de drogue ou de finances personnelles, n'est pas apte à recevoir et gérer les sommes qu'on aimerait lui remettre après sa mort. On voudra attendre qu'il ait au moins un certain âge. L'enfant peut aussi être mineur.

La fiducie permet également à un enfant handicapé de recevoir des versements en argent durant toute sa vie sans compromettre son admissibilité aux prestations sociales et aux crédits d'impôt.

Une autre situation typique, c'est quand une personne veut empêcher le conjoint malaimé de son enfant de partir avec la moitié de son héritage en cas de divorce. Cela pourrait se produire même si les héritages sont généralement exclus du patrimoine familial, l'ensemble des biens à partager en cas de divorce.

Son enfant pourrait, par exemple, payer la maison avec son héritage sans garder la trace de ce paiement. Il viendrait alors d'injecter son héritage dans le patrimoine familial, puisque les résidences de la famille en font normalement partie.

« La fiducie testamentaire est alors une forme de protection parallèle », note Lucie Beauchemin, notaire-fiscaliste chez BLG.

Les personnes qui ont un conjoint et des enfants issus d'une union précédente peuvent, eux aussi, faire appel à la fiducie.

« Si ça fait quelques années qu'on est en couple, on ne veut pas risquer de laisser notre conjoint dans le trouble, même si on n'a pas eu nos enfants ensemble », note Guylaine Lafleur.

On peut par exemple créer une fiducie pour remettre le rendement de son héritage à son conjoint. On peut aussi lui permettre de toucher une partie du capital s'il tombe malade. Les enfants hériteront de tout ce qui reste à la mort de son conjoint.

La fiducie testamentaire est par ailleurs une manière de léguer un héritage qui sera protégé contre les créanciers de son héritier. Cela peut être une décision judicieuse si la personne à qui l'on désire donner un héritage est endettée ou en affaires.

Il y a quelques années, les fiducies étaient un outil aussi utilisé pour faire des économies d'impôt allant jusqu'à 10 000 $, voire 15 000 $, parce qu'elles étaient imposées aux taux progressifs applicables aux individus.

En 2014, le gouvernement fédéral a toutefois décidé que les fiducies testamentaires ne seraient plus imposées de cette manière à partir de 2016.

Elles seront maintenant imposées à un taux frisant les 50 %.

« D'un point de vue uniquement fiscal, les fiducies sont moins intéressantes. Pour cette raison, on en crée moins qu'avant, note Guylaine Lafleur. Par contre, ce n'est pas une raison pour revoir son testament si c'est quelque chose qu'on avait prévu. »



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

**Guylaine Lafleur est notaire et planificatrice financière chez Bachand Lafleur Groupe Conseil.**

## QUI CONSULTER… ET COMBIEN ÇA COÛTE ?

Les comptables, planificateurs financiers et autres conseillers connaissent généralement très bien les fiducies testamentaires, car ils sont souvent impliqués dans le processus de planification de la retraite. « Mais la fiducie testamentaire est un acte juridique, dit Lucie Beauchemin. Seuls les notaires et les avocats peuvent légalement en créer. » Et c'est une tâche complexe. Toutes les règles de la fiducie doivent être inscrites dans le testament, explique Guylaine Lafleur. « Il faut entre autres établir à quoi servira la fiducie et déterminer les pouvoirs des fiduciaires, dit-elle. Il faut tout prévoir. Que fait-on si l'héritier décède alors qu'il reste de l'argent dans la fiducie ? Faut-il alors créer une autre fiducie pour les enfants de son héritier ? » Un testament ordinaire tient sur six ou sept pages. Il peut coûter environ 300 $. Un testament fiduciaire prend beaucoup plus de temps à rédiger. Il peut atteindre 30 pages, sinon plus. Les prix varient en fonction du degré de complexité, mais peuvent facilement atteindre 1000 $. Un couple peut économiser si les deux conjoints font rédiger des testaments qui sont le miroir l'un de l'autre. Les coûts peuvent alors totaliser 1200 $ pour les deux.

— Simon Lord, collaboration spéciale




LA PRESSE AFFAIRES

# Quand l'inflation persiste...



RUDY LE COURS
ANALYSE




PHOTO MARCO CAMPANOZZI, ARCHIVES LA PRESSE

**Le mois dernier, l'indice des prix à la consommation (IPC) a bondi de 0,6 % par rapport à avril, à cause de la poussée des prix de l'essence, nous a appris Statistique Canada, hier.**

Quand la croissance ralentit, pour ne pas dire qu'elle stoppe ou recule, en principe les prix en font autant, selon la théorie économique.

En pratique, c'est moins clair, si on se fie du moins à ce qu'on observe au Canada où le coût de la vie augmente en dépit d'une expansion économique anémique.

Le mois dernier, l'indice des prix à la consommation (IPC) a bondi de 0,6 % par rapport à avril, à cause de la poussée des prix de l'essence, nous a appris Statistique Canada, hier. Sur une base annuelle, l'IPC progresse de 0,9 %.

Cela semble peu, mais la cause en est uniquement la chute des prix des produits pétroliers survenue durant l'automne et l'hiver. Depuis le printemps, les prix grimpent à la pompe. En mai, la hausse est de 5,5 % et elle est grandement responsable du bond mensuel de l'IPC alors que l'essence a été la grande responsable du ralentissement de l'inflation durant l'hiver.

Si on exclut les prix de l'énergie, la hausse annuelle de l'IPC est de 2,2 %.

Si on considère l'inflation de base, qui exclut de l'IPC ses huit composantes les plus volatiles, comme l'essence ou les légumes et fruits frais ou transformés, la marche des prix atteint 2,2 %. Cela représente le 10e mois d'affilée au-dessus de la cible de 2 % visée par la Banque du Canada.

Cette hausse est à peu près conforme à son scénario économique d'avril. En revanche, sa prévision de 1,8 % de croissance économique annualisée pour le printemps paraît très optimiste.

### Données plutôt décevantes

Les données pour le mois d'avril ont été plutôt décevantes avec le deuxième déficit commercial en importance, une chute des ventes des détaillants, de celles des manufacturiers et de leurs nouvelles commandes. Que Bombardier ait fait chou blanc au Bourget n'est pas de nature à augmenter la valeur des nouvelles commandes, parmi lesquelles celles du secteur aéronautique pèsent beaucoup.

En revanche, le niveau record des ventes de véhicules neufs en avril après de bonnes affaires parmi les concessionnaires aussi en février et en mars reflète sans doute que le consommateur n'est pas aussi essoufflé que son niveau d'endettement l'indique.

La petite manne de 420 $ par enfant de moins de 18 ans que le gouvernement Harper fera parvenir aux ménages le mois prochain servira peut-être aussi à soutenir leur consommation.

En partie du moins. On peut parier qu'une portion non négligeable de ces chèques servira à éponger la facture de fournitures scolaires qui ne cesse de gonfler, avec les diminutions réelles des contributions gouvernementales à l'école publique, au Québec du moins.

Quoi qu'il en soit, si le consommateur reste disposé à soutenir la croissance, il faudra que son pouvoir d'achat ne s'effrite pas trop. Depuis un an, les prix des aliments sont en hausse de 3,8 %, ceux des dépenses courantes des ménages, de 3,4 %, ceux des boissons alcoolisées et du tabac, de 3,9 %.

Si on examine la tendance des trois derniers mois, l'essence s'ajoute à ce trio.

Au sud de la frontière, le prix de l'essence suit la même tendance que chez nous. La différence est frappante, par contre, si on examine d'autres catégories de biens de consommation. Les prix des aliments progressent de 1,6 % seulement alors que ceux des dépenses des ménages sont en déflation.

Au total, les prix n'ont pas grimpé en un an chez l'Oncle Sam.

L'explication réside dans la valeur des deux monnaies. Le billet vert est en ascension depuis un an, le huard, en dépréciation. Avec pour résultat que les biens de consommation que nous importons coûtent plus cher. La valeur de notre consommation augmente, mais les quantités de ce que nous achetons progressent moins vite, sans compter que bien des ménages changent leurs habitudes de consommation: moins de steaks et plus de saucisses sur le barbecue, par exemple.

Est-ce un signe de vitalité de la consommation, même si les dépenses discrétionnaires augmentent, comme l'indique l'achalandage chez les concessionnaires?

# Québec veut doubler la transformation d'aluminium

JULIEN ARSENAULT
LA PRESSE CANADIENNE

Malgré des stocks importants sur les marchés internationaux et la déprime des prix de la tonne d'aluminium, le gouvernement Couillard souhaite voir le Québec doubler la transformation de ce métal d'ici 10 ans.

En vertu de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium dévoilée hier – et annoncée dans le dernier budget –, la valeur des livraisons devrait ainsi passer de 5 à 10 milliards de dollars en 2025.

Dotée d'une enveloppe de 32,5 millions, elle comprend vingt-sept mesures et trois grands axes, soit mettre en place un environnement favorable à la transformation de l'aluminium, renforcer l'ensemble de la filière québécoise et assurer sa compétitivité.

D'après des données de 2014, le secteur québécois de l'aluminium représente 30 000 emplois répartis dans 1500 entreprises.

Le document de 60 pages prévoit que l'aluminium pourra concurrencer les autres matériaux lorsque le ministère des Transports lancera des appels d'offres. On pourra ainsi intégrer ce métal dans la construction d'édifices publics.

### Secteur de l'automobile

À l'instar de l'industrie, la stratégie identifie d'importantes occasions d'affaires en Amérique du Nord, où le géant de l'automobile Ford s'est entre autres tourné vers l'aluminium pour construire sa populaire camionnette F-150.

**L'empreinte carbone moyenne d'un lingot d'aluminium est « d'environ 50 % inférieure » à la moyenne mondiale, qui ne tient toutefois pas compte de la Chine, premier producteur mondial.**

« Ce sont les secteurs qui tirent vers le haut la demande, estime le président et chef de la direction de l'Association de l'aluminium du Canada (AAC), Jean Simard. À cause des nouvelles normes de réduction d'émissions, les constructeurs doivent absolument alléger le poids des véhicules. »

D'autres constructeurs, comme General Motors et Tesla, emboîtent le pas, ce qui, selon M. Simard, devrait stimuler la demande à l'endroit des producteurs primaires d'aluminium.

Actuellement, près de 2,7 millions de tonnes métriques sont produites annuellement par Rio Tinto Alcan (RTA), Alcoa et Aluminerie Alouette, qui exploitent neuf alumineries dans la province.

Les dernières années se sont toutefois avérées difficiles pour les producteurs d'aluminium, puisque l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché a considérablement fait diminuer le prix de la tonne, qui est passé de 3000 $US à près de 1700 $US depuis 2008.

La stratégie n'aborde pas l'aspect des tarifs hydroélectriques accordés aux alumineries, au même moment où RTA et Alouette veulent revoir leurs ententes d'approvisionnement afin d'obtenir des tarifs plus bas, comme Alcoa.

Questionné sur le sujet en conférence de presse à Saguenay, le premier ministre Philippe Couillard a laissé entendre que le dossier pourrait être réglé plus tôt que tard. « Les conversations vont bien, s'est-il limité à dire. Pour les projets de nouvelles alumineries, nous avons d'autres conversations. On veut arriver rapidement à une entente avec les alumineries existantes. »

Sans menacer de fermer ses usines québécoises comme l'a fait Alcoa il y a quelques années, Alouette retarde son investissement de 2 milliards pour la construction de la troisième phase de son aluminerie à Sept-Îles.

De son côté, le dirigeant de l'AAC, qui représente entre autres RTA, Alouette et Alcoa, a estimé qu'il s'agissait de négociations avec des entreprises privées et que le dossier des tarifs d'hydroélectricité n'avait pas nécessairement à faire partie de la stratégie.

### Production plus verte

Québec entend également faire rayonner l'industrie primaire de l'aluminium grâce à sa performance en ce qui a trait aux émissions de gaz à effet de serre (GES).

La stratégie fait valoir que l'empreinte carbone moyenne d'un lingot d'aluminium est « d'environ 50 % inférieure » à la moyenne mondiale, qui ne tient toutefois pas compte de la Chine, premier producteur mondial.

En incluant la Chine, l'avantage carbone québécois serait plus prononcé, étant donné que c'est le charbon qui alimente principalement les alumineries chinoises, fait-on valoir dans le document.

Dans un communiqué, cet aspect a été salué à la fois par la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et Switch, l'Alliance pour une économie verte au Québec.

« La nouvelle stratégie [...] positionnera les entreprises québécoises comme des leaders dans la production à faible empreinte carbone », a souligné la présidente-directrice générale de la FCCQ, Françoise Bertrand.

# 2015 sera l'année de la hausse des taux



PHOTO GARY CAMERONFILES, ARCHIVES REUTERS

**L'immeuble de la Réserve fédérale américaine (Fed) à Washington**

AGENCE FRANCE-PRESSE

Un responsable de la Réserve fédérale américaine (Fed) a assuré hier qu'à ses yeux, 2015 était bien l'année où interviendrait la première hausse des taux d'intérêt américains, vus l'amélioration de l'emploi et les perspectives d'inflation.

« Je crois encore que cette année sera celle du décollage », a affirmé John Williams, président de l'antenne locale de la Fed à San Francisco dans un discours hier.

Le Comité monétaire de la Fed a opté pour le statu quo monétaire mercredi laissant les taux au niveau plancher de 0 % à 0,25 % comme ils le sont depuis la crise financière de la fin de 2008.

Il a relevé « la solide amélioration » du marché du travail notant que les nouveaux emplois créés étaient « mieux payés et à plein temps », même si les postes à temps partiel contraint demeurent exceptionnellement nombreux.

### Plein emploi

M. Williams, qui est un membre votant du Comité monétaire de la Fed cette année, estime que l'économie atteindra le niveau de plein emploi (5,2 %, selon lui) « avant la fin de l'année ». Le taux de chômage est de 5,5 % actuellement.

Sur le front de l'inflation, qui est encore loin de l'objectif de 2 % annuel de la Fed à moyen terme (+0,1 %, selon l'indice PCE), M. Williams prévoit que cet objectif sera atteint à la fin de l'année prochaine.

LA PRESSE CV
LE RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION AU QUÉBEC
WORKOPOLIS
TÉLÉPHONE 514.285.7320 | TÉLÉCOPIEUR 514.499.2053 | cv@lapresse.ca

QUESTIONS POUR UN PATRON/Pierre Lapointe

# Gagner du temps grâce à la techno

*La Presse* donne la parole aux grands dirigeants du Québec. Chaque samedi, un patron répond à cinq questions posées par le chef d'entreprise interviewé la semaine précédente. Et ainsi de suite. Pierre Lapointe, président et chef de la direction d'ArcelorMittal Exploitation minière Canada, répond aujourd'hui aux questions de Gérard Bibeau, président et chef de la direction de Loto-Québec.



EMILIE LAPERRIÈRE
COLLABORATION SPÉCIALE

**Q Comment relevez-vous votre défi en matière de ressources humaines dans un contexte de rareté de la main-d'œuvre et d'éloignement?**

R Pour relever ce défi, on traite deux volets, l'interne et l'externe. À l'interne, on a instauré le concept de *fly-in, fly-out,* qui permet aux travailleurs de rester 12 jours dans le complexe minier de Fermont (qui peut recevoir 400 employés), puis d'avoir 12 jours de congé. On donne aussi des primes pour l'éloignement, en plus d'avoir mis en place des programmes stimulants pour la rétention des employés et leur engagement.

**« Contrairement à ce que certains pourraient penser, le développement durable est au cœur de nos préoccupations. »** — Pierre Lapointe, président et chef de la direction d'ArcelorMittal Exploitation minière Canada

À l'externe, on veut développer plus rapidement les infrastructures de Fermont pour y attirer plus de familles. On est présentement en pourparlers avec les gouvernements afin que ça se réalise dans les prochaines années.

**Q La sécurité de vos travailleurs est sans doute l'une de vos préoccupations majeures. De quelle façon agissez-vous pour qu'elle soit assurée en tout temps?**

R La sécurité est au cœur de notre quotidien. Je dois avouer que nous avons énormément progressé sur ce point depuis trois ans. La santé et la sécurité au travail est un sujet de discussion constant entre les employés et les gestionnaires. Notre programme Leadership courageux permet d'outiller les travailleurs pour qu'ils reconnaissent les risques et se protègent. La deuxième étape consistera à développer les bonnes habitudes en matière de sécurité.

**Q Quels sont le rôle et l'importance des technologies dans votre secteur d'activité?**

R Les technologies ont un rôle assez important. Pour vous donner une idée, à la mine, on déplace quotidiennement 400 000 tonnes de matériel et il y a environ 40 camions en opération chaque jour. Pour coordonner toutes les opérations, on a recours à des systèmes experts qui font la répartition. Un gain de quelques minutes nous permet de rapporter des millions. Nous utilisons aussi la technologie pour nous assurer que nous faisons les bons choix au chemin de fer, pour surveiller nos activités, et on l'utilisera bientôt pour la santé et la sécurité au travail. Bref, la technologie est présente dans toutes nos activités.



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

**« J'ai rencontré plus de 2000 employés pour leur expliquer les développements des derniers mois et leur exposer notre plan de match. On a besoin de nos travailleurs, on doit les mobiliser », explique Pierre Lapointe, président et chef de la direction d'ArcelorMittal Exploitation minière Canada.**

**Q Quelle est votre approche en matière de développement durable et d'environnement?**

R On accole encore une certaine étiquette à l'industrie minière.

Contrairement à ce que certains pourraient penser, le développement durable est au cœur de nos préoccupations. Un comité fait une veille stratégique des nouvelles améliorations. Nous dépensons de 15 à 20 millions par an pour le respect des normes et le maintien des procédures. Actuellement, un projet-pilote utilise les huiles pour alimenter notre usine. On pousse aussi pour utiliser le gaz naturel sur la Côte-Nord. La conversion de l'usine de bouletage au gaz naturel nous permettrait de diminuer de 25 % nos émissions de gaz à effet de serre.

**Q Dans un contexte de volatilité du prix des minéraux, quels seront vos principaux défis au cours des prochaines années?**

R Il y en a plusieurs! Le prix du fer a chuté de plus de 70 % dans les huit derniers mois. Il faut donc augmenter la production pour réduire les coûts et améliorer la performance. En 2015, on doit réduire nos coûts de 240 millions; 15 initiatives sont en cours pour y arriver.

J'ai aussi rencontré plus de 2000 employés pour leur expliquer les développements des derniers mois et leur exposer notre plan de match.

On a besoin de nos travailleurs, on doit les mobiliser.

**À lire samedi prochain: Madeleine Careau, chef de la direction de l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM), répond aux cinq questions de Pierre Lapointe.**

## LE PARCOURS DE PIERRE LAPOINTE EN BREF

- **Âge:** 49 ans
- **Études:** Pierre Lapointe est titulaire d'un baccalauréat en génie mécanique et d'une maîtrise en administration des affaires (MBA) de l'Université de Sherbrooke.
- **PDG depuis:** 1er mars 2015
- **Nombre d'employés:** plus de 2500 dans le secteur minier
- **Avant d'être président:** Il a travaillé pour Alcoa, où il a notamment été directeur général de l'aluminerie de Deschambault et président de l'aluminerie de Bécancour. Il s'est joint à ArcelorMittal en 2012 à titre de directeur général, Excellence opérationnelle. Il a ensuite été vice-président et chef de la technologie.

HOLACRATIE

# Pas de boss, pas de problème?

LAURENCE NIOSI
COLLABORATION SPÉCIALE

Évoluer dans un environnement de travail sans patron ni titres? C'est possible dans certaines entreprises, de plus en plus nombreuses, qui ont décidé d'abandonner la hiérarchie traditionnelle.

### Le cas Zappos

À la fin de 2013, le géant du commerce en ligne Zappos annonçait qu'il allait changer complètement sa structure organisationnelle. Au lieu d'une approche pyramidale *topdown*, l'entreprise américaine allait adopter un modèle holacratique, qui distribue les responsabilités de manière plus équitable.

Exit, donc, les patrons et les titres. Dans une telle organisation, les employés occupent chacun des rôles dans un « cercle » (une équipe) auto-organisé, qui représente un aspect de l'entreprise. Zappos a promis par exemple de créer 400 cercles pour ses 1500 employés.

Les employés se rencontrent en outre régulièrement lors de réunions « opérationnelles » et « de gouvernance », pour définir à la fois les défis à venir et les solutions, ainsi que les rôles de chacun dans le cercle.

Depuis l'annonce de Zappos, plusieurs centaines de petites entreprises ont suivi le modèle aux États-Unis, dont Medium, l'entreprise en démarrage fondée par l'ancien directeur général de Twitter, Evan Williams.

### Méconnu au Québec

Au Québec, le phénomène est encore méconnu. HolocracyOne, société fondée par le créateur du concept, Brian Robertson, et qui aide les entreprises à faire la transition vers le modèle holacratique, ne recense qu'une seule entreprise du genre au Canada... en Ontario.

Cela n'empêche pas de jeunes entreprises d'ici d'adopter certains principes de l'holacratie. C'est le cas de Horse & Cart, petite agence de publicité montréalaise qui compte quatre employés et une dizaine de pigistes.

Selon Brendan Tully Walsh, cofondateur de l'agence, la transition l'année dernière vers le modèle holacratique s'est faite organiquement. Le modèle permet tout simplement à ses employés de participer davantage et de prendre des décisions.

« Mais cette initiative peut changer, souligne-t-il. Je suis écrivain, donc je suis naturellement enclin vers le contenu. Un développeur avec un intérêt pour le design peut devenir "leader de groupe" du design. »

### De sociocratie à holacratie

L'holacratie n'est pas un phénomène nouveau. Le sociocratie, par exemple, un mode de gouvernance inventé par l'ingénieur Gerard Endenburg aux Pays-Bas, existe depuis les années 70. Tout comme l'holacratie, la sociocratie fonctionne selon des cercles de concertation et rejette la pyramide hiérarchique pour les prises de décision.

« L'holacratie n'a rien inventé », laisse tomber Gilles Charest, président de la firme de consultants Sociogest et auteur du livre *La démocratie se meurt, vive la sociocratie*.

« Dans la sociocratie, la grande nouveauté, c'est que pour amener des changements des comportements, il faut amener des changements au niveau de la structure. [...] Avec les cercles, on rétablit cet équilibre. On a un feed-back qui vient de la base, on a de l'autorégulation dans le système », poursuit-il.

Le consultant estime néanmoins que les transitions vers de nouveaux types de gouvernance doivent se faire en douceur.

Chez Zappos, des dizaines d'employés ont claqué la porte après la transition, estimant le nouveau modèle holacratique trop rigide et formaté. Le jargon très complexe propre au système – les équipes deviennent des « cercles », faire son travail devient « énergiser un rôle » – ne plaît pas à tous.

« Dans un changement comme celui-là, ce n'est pas tout le monde qui est à l'aise d'être dans un mode participatif où il faut prendre ses responsabilités. Ça demande de la sécurité personnelle, ça demande du coaching », estime M. Charest.

TUILES OLYMPIA INTERNATIONAL INC.
Important distributeur de carreaux de céramique et de pierres naturelles, cherche à ajouter à son équipe un(e)
REPRÉSENTANT(E)
Dans le but de servir notre clientèle d'architectes / designers dans une région du Québec.
Seules les candidatures retenues seront rappelées.
Veuillez nous faire parvenir votre c.v. en toute confidentialité par courriel : dancaro@olympiatile.com
ou par la poste :
Tuiles Olympia International inc.
555, rue Locke
Ville St-Laurent, QC
H4T 1X7
A l'attention de : Monsieur Dan Caro

RÉSEAU Sépaq
APPEL D'OFFRES
Parc national du Mont-Orford
Consolidation du camping Stukely
Projet n° : 07-8633/8634
Les soumissionnaires peuvent obtenir les informations sur l'appel d'offres en visitant le site :
www.sepaq.com/immobilisations
Dépôt des soumissions : 23 juillet 2015 à 15 h

Fédération des comités de parents du Québec
DIRECTEUR GÉNÉRAL OU DIRECTRICE GÉNÉRALE
Sous la supervision du Comité exécutif, représenté par la présidence; la direction générale planifie, coordonne, dirige, contrôle et assure l'évaluation des activités afin que les objectifs prévus à la Planification stratégique et aux plans d'action annuels puissent se réaliser. Elle voit à ce que les activités respectent et supportent les activités stratégiques, en assurant la complémentarité des interventions.
Le profil de la personne recherchée
- Formation universitaire de 1er cycle dans une discipline en relation avec la gestion : peut être compensée par une expérience pertinente;
- Expérience professionnelle pertinente de 10 ans;
- Aptitudes particulières à exercer les fonctions de planification, budgétisation, direction et contrôle;
- Reconnu comme un gestionnaire expérimenté et motivant, capable de susciter un climat de collaboration;
- Expertise de la gestion de petites équipes de travail;
- Grande expertise dans la gestion des priorités et des échéances serrées;
- Autonomie professionnelle et jugement reconnus;
- Habileté relationnelle reconnue;
- Très confortable dans l'ambiguïté;
- Très disponible et grande capacité à s'ajuster à des horaires variables et exigeants;
- Capacité à exprimer clairement ses idées tant à l'écrit que verbalement;
- Connaissances du réseau de l'éducation primaire, secondaire et de ses partenaires, un atout;

Voir description complète et informations sur : www.fcpq.qc.ca

LA PRESSE AFFAIRES

# Wall Street succombe à la crise grecque

AGENCE FRANCE-PRESSE
ET LA PRESSE CANADIENNE

## REVUE BOURSIÈRE

Wall Street a terminé la séance d'hier avec un recul, se laissant visiblement gagner par les inquiétudes entourant le dossier de la dette grecque: le Dow Jones a cédé 0,56 % et le NASDAQ, 0,31 %.

Selon des résultats définitifs, l'indice-vedette Dow Jones a perdu 101,56 points, à 18 014,28, et le NASDAQ, à dominante technologique, 15,95 points, à 5117,00.

L'indice élargi S&P 500, jugé le plus représentatif par de nombreux investisseurs, a reculé de 0,54 %, ou 11,48 points, à 2109,76 points.

« De toute évidence, tout le monde pense à la Grèce. Il se pourrait qu'on se positionne avant la volatilité potentielle qu'il pourrait y avoir lundi. Pourquoi courir des risques avant le week-end ? », a commenté Charlie Bilello, chez Pension Partners.

M. Bilello est prudent: « Le marché a été très complaisant avec ce qui se passe en Grèce, disant qu'il s'agit d'un non-événement, mais [...] je ne crois pas qu'il soit préparé » à un échec des discussions, ou du moins à « la volatilité s'il se passe quelque chose de négatif, pas tant avec la Grèce qu'avec une peur de contagion si la Grèce est en défaut de paiement ou quitte l'euro ».

Hormis la Grèce, ce vendredi quasi estival avait pour seule autre actualité économique à digérer un discours du président de la Réserve fédérale de San Francisco, John Williams, qui a assuré qu'il comptait toujours sur une première hausse des taux d'intérêt, au plus bas depuis la fin de 2008, dès cette année.

Sur le front des valeurs, le site marchand eBay, qui a annoncé avoir cédé pour un montant non précisé sa participation dans le groupe de petites annonces en ligne américain Craigslist, a gagné 0,79 %.

**« Il se pourrait qu'on se positionne avant la volatilité potentielle qu'il pourrait y avoir lundi. Pourquoi courir des risques avant le week-end ? »**

— Charlie Bilello, chez Pension Partners




PHOTO RICHARD DREW, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

**Selon des résultats définitifs, l'indice-vedette Dow Jones a perdu 101,56 points, à 18 014,28, et le NASDAQ, à dominante technologique, 15,95 points, à 5117,00.**

### Toronto

Pour sa part, la Bourse de Toronto a clôturé avec un recul de plus de 100 points, fragilisée par une baisse des cours des matières premières et par de décevantes données sur les ventes au détail, lesquelles ont mis en relief la nature fragile de la reprise économique du Canada.

L'indice composé S&P/TSX du parquet torontois a retraité de 117,52 points pour terminer la séance avec 14 653,12 points, alors que les prix du pétrole et des métaux ont reculé. Statistique Canada a en outre indiqué que les ventes au détail avaient diminué de 0,1 % en avril, à la suite des gains de février et mars. Cela a étonné les économistes, qui s'attendaient plutôt à une augmentation de 0,7 %.

À la Bourse des matières premières de New York, le cours du pétrole brut a reculé de 84 cents US, à 59,61 $US le baril. Le dollar canadien s'est quant à lui déprécié de 0,26 cent US, à 81,53 cents US.

## Internet eBay solde son aventure dans le site Craigslist

Le géant du commerce en ligne eBay a cédé sa participation dans le groupe de petites annonces en ligne américain Craigslist, a annoncé l'entreprise dans un communiqué.

Le groupe de San Jose, en Californie, détenait 28,4 % de Craigslist, selon le communiqué.

Le site internet, qui fournit des petites annonces allant des rencontres à l'immobilier en passant par l'emploi, a lui-même racheté la participation d'eBay, est-il précisé.

Cette transaction met fin au contentieux entre les deux entreprises, assure eBay qui n'a pas dévoilé les termes financiers de l'opération.

Craigslist avait porté plainte contre eBay après que cette dernière eut lancé, en 2007, son propre site de petites annonces, baptisé Kijiji. Craigslist reprochait à eBay d'avoir dissimulé, lors de l'entrée dans son capital en 2004, qu'il travaillait à lancer son propre site de petites annonces.

— Agence France-Presse




PHOTO BEN MARGOT, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

## Bois Stella-Jones paie 58 millions pour Ram Forest Group

Le spécialiste des produits en bois traité sous pression Stella-Jones va payer 58 millions de dollars pour racheter Ram Forest Group, un fabricant ontarien de bois traité sous pression et de matériaux de construction, ainsi que son acheteur de bois, Ramfor Lumber.

Une entente préliminaire avait déjà été annoncée en avril, mais elle ne précisait pas les sommes en jeu. L'entente devrait être conclue en octobre.

Ram Forest exploite des installations à Gormley et à Peterborough qui ont généré des ventes d'environ 90 millions l'an dernier.

Le chiffre d'affaires de Stella-Jones s'est établi à 1,25 milliard l'an dernier. L'entreprise montréalaise vend des traverses de chemin de fer aux transporteurs ferroviaires nord-américains, des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois d'œuvre à usage résidentiel.

— La Presse Canadienne

## LA GRILLE BLANCHE

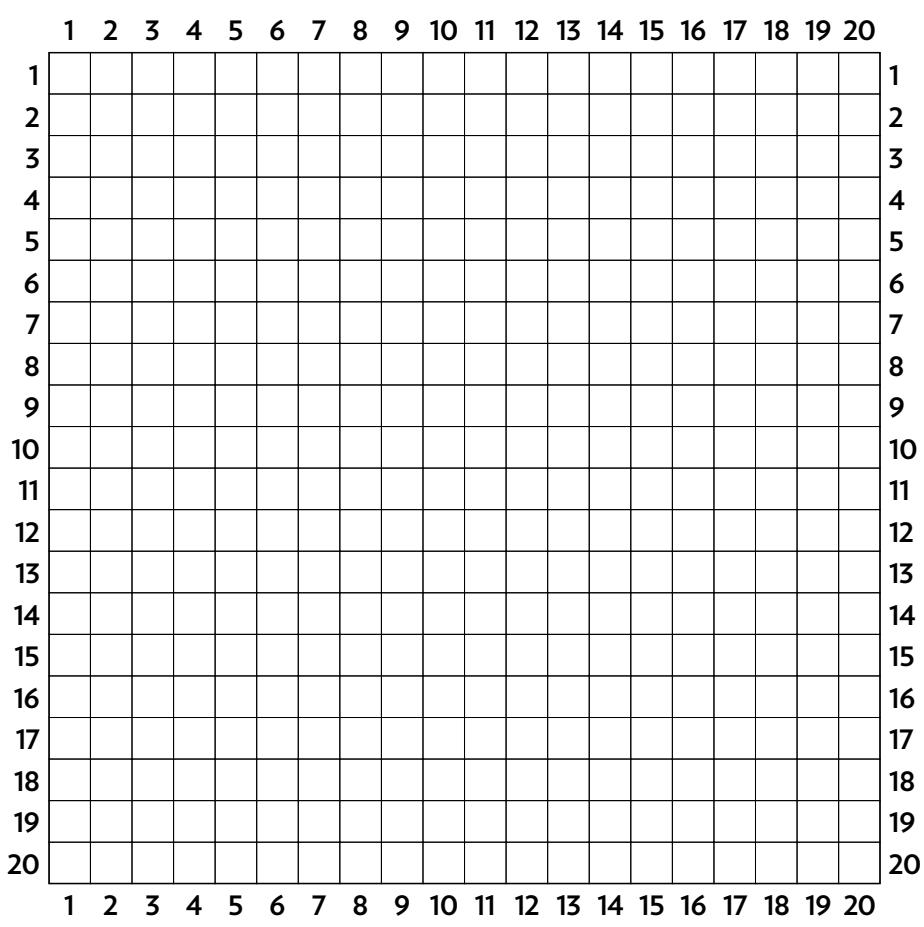
Michel Hannequart
WWW.HANNEQUART.COM

### HORIZONTALEMENT

**1** Embarcation utilisée notamment pour la pêche sportive – Petit filet utile à la pêche.
**2** Rivière du Congo – Plante potagère feuillue – Manière de déambuler.
**3** Capri – Suprématie d'un État sur un autre – Avalé – Dynastie chinoise.
**4** Alerte – Salut de Romain – Mettre ce qu'il faut – Chef d'État égyptien.
**5** Période de l'ère tertiaire – Exprime un coup – Barrer.
**6** Électronvolt – Objet porte-bonheur – Équerres – Éclaire l'idole.
**7** Abats blancs – Dissimulés – En Suisse – Cabochard.
**8** Dégradé – Proxénète – Grisée.
**9** Plante parasite – Os de la cuisse – Se dit au tennis – Devoir faire vite.
**10** Corneille – Banale – Filin.
**11** Deux moitiés – Instrument de musique indien – Ce n'est pas un cadeau – Misère.
**12** Appréciée – Demandes instantes – Boîtes à bulletins.
**13** Qui a vu le jour – Porto Rico en fait partie – Reptile carnivore.
**14** Encore dévoré – Ultime – Cavité naturelle.
**15** Néon – Enfant espiègle – Qui n'a pas encore été ressenti.
**16** Renseignement – Se fait attendre – À poil – Communauté fermée.
**17** À molette ou USB – Considéré comme – Effacées – Langue parlée à Istanbul.
**18** Grande chouette au plumage blanc – Expression du refus – Agir d'une certaine manière.
**19** Ancienne monnaie française – Virages – Morceau de tabac à mâcher – Mère d'Abel.
**20** Prénom féminin – Alerte – Rendre plus long.

### VERTICALEMENT

**1** Accessoire de pêche – On la pêche au Québec.
**2** Appelé de loin – État des États-Unis sur l'Atlantique – Étreint.
**3** Pour protéger un matelas – Pièces de monnaie – On mesure sa profondeur avec un bathymètre – Mordus.
**4** Article défini – À l'heure des poules – Terme de musique – Dopant pour sportif.
**5** Déesse lunaire et infernale – Ancêtre – Comptant.
**6** Affaibli par les excès – Prédestiné par Dieu au salut – Gros récipient – (Se) nourrit.
**7** Culte polythéiste – Perroquet à longue queue – Port du Maroc.
**8** Hauts – Côté d'où vient le vent – Sous les sabots d'un cheval.
**9** Conscience morale – Sécrétion visqueuse – Pronom relatif – Compact.
**10** Ancien nom de Tokyo – Allure la plus lente du cheval – Qui n'a plus faim – Désavoue.
**11** Tombante – Capitale de l'Arménie – Fait 1/16e de livre.
**12** Groupe d'atomes – École nationale d'administration – Exposent pour la vente – Fait partie d'un rire.
**13** Poissons d'eau douce – Se servir d'aiguilles – Immature.
**14** Symbole chimique – Division du temps – Au bout d'une ligne – Inviolable.
**15** Mettre le feu – De même – Cap espagnol – On y loge des truies.
**16** Dans l'alphabet grec – Sot – Considérés – Prout.
**17** Unité d'angle – Ne pas partir – Courte durée.
**18** Large bande d'étoffe – Bénéfice – Nettoyer en frottant.



**19** Abominé – Retirée – Tube fluorescent – Suspension des hostilités.
**20** Nombre moyen d'habitants par unité de surface – Des bipèdes y circulent – Avoir de l'aversion pour.

**La prochaine grille blanche paraîtra le samedi 18 juillet.**

**La SOLUTION de cette grille blanche sera publiée le samedi 18 juillet.**

### SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | B | E | A | R | N | A | I | S | E | ■ | M | A | Y | O | N | N | A | I | S | E | 1 |
| 2 | E | N | N | U | I | ■ | N | O | U | V | E | L | ■ | A | B | O | N | N | I | R | 2 |
| 3 | C | E | T | ■ | A | C | C | U | E | I | L | L | I | S | ■ | E | T | I | E | R | 3 |
| 4 | H | ■ | R | A | G | O | U | T | ■ | T | O | U | B | I | B | ■ | E | T | N | A | 4 |
| 5 | A | R | E | N | A | ■ | B | E | E | R | ■ | V | A | S | E | S | ■ | I | ■ | N | 5 |
| 6 | M | U | S | A | R | D | E | ■ | V | E | R | I | N | ■ | C | O | B | A | L | T | 6 |
| 7 | E | R | ■ | L | A | I | ■ | P | A | R | E | O | ■ | C | O | U | R | L | I | S | 7 |
| 8 | L | A | D | Y | ■ | G | R | O | S | ■ | I | N | P | E | T | T | O | ■ | M | ■ | 8 |
| 9 | ■ | L | U | S | T | R | A | T | I | O | N | ■ | R | N | ■ | A | U | T | E | L | 9 |
| 10 | R | E | P | E | R | E | R | ■ | F | I | ■ | B | E | T | O | N | ■ | O | R | E | 10 |
| 11 | O | ■ | E | ■ | O | S | E | R | ■ | N | A | I | T | ■ | S | E | A | U | ■ | P | 11 |
| 12 | U | T | E | R | U | S | ■ | O | R | T | H | E | S | E | S | ■ | M | I | M | I | 12 |
| 13 | X | I | ■ | A | ■ | I | G | U | E | ■ | U | N | ■ | M | U | R | A | L | ■ | O | 13 |
| 14 | ■ | A | L | I | B | O | U | F | I | E | R | ■ | V | I | E | I | L | L | O | T | 14 |
| 15 | A | N | O | D | I | N | S | ■ | T | U | I | L | E | S | ■ | S | T | E | L | E | 15 |
| 16 | V | ■ | B | E | L | ■ | S | E | R | T | ■ | A | X | E | E | ■ | H | ■ | E | ■ | 16 |
| 17 | E | T | E | ■ | E | P | E | L | E | ■ | M | I | E | ■ | P | O | E | L | O | N | 17 |
| 18 | R | A | L | E | U | R | ■ | A | S | C | O | T | ■ | N | E | R | E | I | D | E | 18 |
| 19 | S | C | I | S | S | I | O | N | ■ | E | D | U | Q | U | E | E | ■ | O | U | R | 19 |
| 20 | E | T | E | T | E | E | ■ | D | O | S | E | E | ■ | E | S | S | E | N | C | E | 20 |
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | |